

PARIS

pariszonedecombat@gmail.com



ZONE DE COMBAT

PaZoc N°4

PREMIÈRE REVUE SIMULTANÉISTE



MON



A' MI



LE



TRAITRE

COMMENT LA BOURGEOISIE A INFILTRÉ LA RÉVOLUTION

PARIS
CLIMAT
2015
MAKE IT
WORK



Une cible : la COP 21

**Qu'il soit fasciste,
stalinien ou tribal,
le totalitarisme a entrepris
de dominer le langage.**

George Steiner
Extraterritorialité.
Essai sur la littérature
et la révolution du langage

L'énergie du peuple a de nombreux ennemis : les plus fourbes sont ceux qui lui ont volés les mots et en ont déformé le sens.

Le mécanisme est simple, lorsqu'un mot est dangereux car utile au peuple, il est rédéfini par la pensée réactionnaire et il est sorti de sa puissance créatrice. Récemment nous en vîmes un exemple avec *Décroissance*, l'objet était beau, efficace dans le concept et suffisamment clair pour être entendu largement. Le mot fut attaqué, moqué, jusqu'à ce que sa prononciation même devienne suspecte, puis sulfureuse, et enfin dangereuse...

Les "intellectuels" français ont ainsi non seulement imposé des mots dissimulant des rhétoriques totalitaires mais ils ont aussi kidnappé le sens des mots les plus opérants afin de les vider de leurs substance subversive. Le mot de révolution par exemple, pourquoi est-il si dur à prononcer (à part pour faire l'apologie de l'involution bourgeoise de 1789) ? Reprenons un entretien entre Foucault et BHL de 1977 :

"Le retour de la révolution, c'est bien là notre problème... Vous le savez bien : c'est la désirabilité même de la révolution qui fait aujourd'hui problème"

Est ainsi posé le concept du "*pessimisme*", il faut entendre en réalité "conservatisme absolu", qui permet à ces collabos d'accuser la révolution car potentiellement dangereuse pour eux mêmes. Car il est bien connu que le peuple est un salaud sanguinaire et que tout écart du *status quo* est trop risqué. Ainsi, depuis 30 ans le peuple de gauche ne défile plus que pour défendre des intérêts comme un vulgaire chien capitaliste et la seule idée du changement institutionnel le terrifie, hypnotisé par le confort consumériste et son reflet l'état providence. Les chiens de garde sont aussi chiens de berger et ils menent le troupeau aux points d'eau balisés de la sociale démocratie au service du capital.

Cela grace aux mots que les "totalitaristes" ont retournés contre nous.

Ceux là même fondaient *SOS Racisme*, entreprise de balkanisation des zones populaires qui résuma les réels problèmes sociaux à un supposé racisme des classes populaires qui habitaient en masse dans les *quartiers*. Le résultat fut d'opposer sur une base fantasmée des populations que l'injustice rassemblait, rejetant les uns aux périphéries commerciales et enfermant les autres dans des ghettos.

En réalité le potentiel révolutionnaire des quartiers, était gigantesque... il reste fort et nous croyons en ces nouveaux gavroches...

Voilà pourquoi la révolution piétine et le peuple trépigne, on nous a volé nos mots, nos phrases de café du commerce, on nous a bâillonnés mentalement.

Écoutons ces social-traitres d'Alternative Libertaire (AL) dans leur manifeste :

"Pour conclure, disons que la limite de l'action des révolutionnaires ne se fixe pas en terme de respect de la légalité imposée par l'État mais évolue en fonction de la conscience des masses en ce qui regarde la légitimité de l'action."

Quant on vous dit que rien ne va plus...

Les réactionnaires sont appelés progressistes...

Les révolutionnaires sont accusés de complotisme !

Contre ce monde d'inversion, soyons présent pour la COP 21 !

Le nouveau Fascisme des élites

Le traître commence toujours par voir comment trahir... Au début, il fait profiter les autres de sa perspicacité... et puis, quand il estime qu'il vaut décidément mieux que tous ses camarades et qu'une cause qui le nourrit si mal, il finit par utiliser sa science acquise contre ceux-là mêmes à côté desquels il l'avait apprise... C'est ce que fit André Glucksmann qui en 1972, écrivait, dans *Les Temps modernes*, la revue de Sartre, que le « nouveau fascisme » ne vient pas de la base comme l'ancien, mais qu'il s'est au contraire imposé d'en haut : « (...) *le nouveau fascisme s'appuie, comme jamais auparavant, sur la mobilisation guerrière de l'appareil d'État, il recrute moins les exclus du système impérialiste que les couches autoritaires et parasites produites par le système (...). La particularité du nouveau fascisme, c'est qu'il ne peut plus organiser directement une fraction des masses* ». En d'autres mots et sans phraséologie militante pompeuse, l'intégration totale des individus à la machinerie politico-économique, l'homogénéisation des identités, l'arasement définitif des originalités, si bien perçus par Pier Paolo Pasolini le Corsaire (et avec quel style !), s'opère par des instances et du personnel d'idéologie officielle "démocratique", installés au pouvoir par l'anti-fascisme (armé en France et en Italie, "psychologue" et "pédagogue" en Allemagne) et revenus dans les fourgons de l'US Army ou des troupes anglo-impérialistes de Montgomery.

La contradiction, propre aux discours de la gauche militante et intellectuelle, est ici flagrante et a fini par ruiner leur crédibilité : comment peut-on baptiser « nouveau fascisme » l'ensemble des instances nées de l'anti-fascisme ? Comment peut-on se réclamer à la fois de l'anti-impérialisme et de l'anti-fascisme, alors que ce dernier n'a pu vaincre qu'avec l'appui du grand capitalisme américain et de l'impérialisme colonial britannique ? Comment faire accepter aux combattants du tiers-monde cette logique qui, en dernière instance, est américanophile ? Comment faire accepter à l'indépendantiste indien, au militant panarabe, au justicialiste argentin, au sandiniste nicaraguayen, à l'indigéniste péruvien, au martyr malgache que la logique de Roosevelt, des banquiers de la City et de Wall Street, des compagnies pétrolières ou des marchands de fruits est certes mauvaise sous les tropiques mais qu'elle a été une bénédiction pour la vieille Europe ?

N'est-ce pas là le plus sûr moyen d'apparaître niais et schizophrène ? Glucksmann a au moins été conséquent en procédant à ses reniements successifs, quitte à se métamorphoser, aux yeux des soixante-huitards durs et purs, en un "nouveau fasciste", selon sa propre définition ! Pasolini, quant à lui, a écrit que le fascisme ancien, mussolinien, était une brouille provinciale, comparable aux mésaventures cocasses de Don Camillo, à côté de la chape de plomb que faisait peser sur nos cultures la société marchande ; la schizophrénie de la gauche, devenue désespérément furieuse dans le chef des combattants de la RAF, est restée en-deçà de ces brillantes analyses et c'est la raison essentielle de son échec.

Mais cet échec n'est pas seulement celui du terrorisme violent, c'est l'échec de l'ensemble des forces de gauche. Le constat posé par les disciples de Baader quant à l'involution de la gauche ouest-allemande est juste : après la guerre, le SPD a neutralisé tous les courants contestataires de la RFA qui s'opposaient à l'intégration à sens unique dans la « communauté atlantique des valeurs », autrement dit dans le réseau des flux économiques déterminé depuis Washington. Avec le congrès de Bad Godesberg, le SPD admet l'intégration occidentale, abandonne toute perspective neutraliste donc toute indépendance et souveraineté ouest-allemandes, tout projet d'apaisement centre-européen, toute fonction dialoguante à l'autrichienne, toute possibilité de "troisième voie" gaullienne.



Ce refoulement énorme, cette mise au frigo de tant d'aspirations légitimes, ancrées dans l'histoire, anciennes comme la civilisation de notre continent, n'a pu conduire qu'à l'explosion anarchique et incohérente de la révolte étudiante et, par suite, à l'épilogue navrant du terrorisme urbain. Si la stratégie terroriste ne pouvait qu'être marginale, coupée du peuple, élitiste à mauvais escient, brutale au point d'apparaître gratuite, le constat posé est exact, bien que mal formulé, et de surcroît présent partout dans les milieux intellectuels de RFA, à degrés divers, depuis les cercles conservateurs jusqu'aux activistes nationalistes et gauchistes. Le legs majeur de la RAF, ce n'est pas une lutte victorieuse, ce n'est pas une brochette de héros auréolés de gloire et vertueux (ses protagonistes sont marqués d'angoisse, de schizophrénie, d'agressivité pathologique), c'est surtout une analyse qui dit que le « *nouveau fascisme* », c'est la social-démocratie, celle qui a capitulé à Bad-Godesberg.

Ce slogan contradictoire, basé sur une série de faits réels, contient précisément tous les errements, tous les refoulements, toutes les distorsions que la gauche moralisante n'a pas pu surmonter, incapable qu'elle a été de poser des constats d'ordre historique cohérents et de moduler sa praxis en conséquence. On ne fait pas de vraie politique en manipulant des concepts occasionnalistes à la sauce psychanalytique et en tripotant des pseudo-arguments freudo-marxistes, où transparaissent des fantasmes sexuels incapitants.

Ainsi, en devenant un nouveau fasciste à son tour, Glucksman faisait un retour à sa judaïté oubliée. A l'âge de 4 ans il s'était retrouvé sur un quai de gare en partance pour Drancy, sa mère, sa soeur et lui ont miraculeusement échappé au tri. Depuis, il ne pense qu'à ce à quoi il a échappé. Le mal, les purifications ethniques, les génocides. Et depuis ce fameux Apostrophes, de mai 1977, où deux jeunes gens culottés sont apparus comme des "nouveaux" philosophes, celui qui incarne avec Bernard-Henri Lévy la figure de l'intellectuel français à l'étranger où ils ne sont évidemment pas lu, ressasse le "grand regret de (sa) vie d'adulte" : son engagement au sein de la Gauche prolétarienne au début des années 1970, cette période maoïste jugée, a posteriori, comme la période du mal. « *Mon engagement « maoïste » à la française, si bref fût-il, me fait encore monter le rouge au front. Rien à voir avec Mai 68, auquel je participe sans marxisme aucun. J'avais réglé mes comptes avec Althusser,*

le « pape marxiste-léniniste » de l'époque, en publiant un article au vitriol dans Les Temps modernes. Cette poussée de fièvre « maoïste » m'a saisi juste après, porté par le désir imbécile de prolonger l'insurrection spontanée, bon enfant et volatile et le désir d'« organiser l'apocalypse », célébrée par Malraux. Je me suis piégé moi-même : en acceptant l'étiquette contradictoire d'« anarcho-maoïste » (mariage surréaliste de la liberté absolue et de l'autorité absolue), je pactisai avec le meurtre de dizaines de millions d'hommes aux antipodes... Rien ne sert de courir aux excuses faciles : c'est loin, je ne savais pas, on m'a trompé. L'air du temps s'y prêtait, à droite comme à gauche en effet la France officielle avait adoubé Mao... ».

Philosophe médiocre, possédé par sa propre histoire familiale, patageant dans le cas particulier, Glucksman ne se situe pas moins, malgré son vide, à la charnière de la démobilisation intellectuelle d'une gauche inondée de chagrin, prête désormais à tout pour dénoncer « l'erreur », le « mal absolu », plutôt que de passer une minute de plus à combattre le Capital qui, lui, ne fait que des morts en douce au travers des guerres américaines « chirurgicales ».

Philosophe de gouvernement gagné par la propagande anti-communiste et dorénavant invité doctement par les chaînes de télévision en boucle, Glucksman cessa naturellement d'être révolutionnaire pour se ranger définitivement du côté des bonnes consciences qui à force de « conscientiser » ne font plus rien, ne voulant justement plus rien combattre, en relativisant tout.

Glucksman est donc une conscience de passage. A travers lui et tant d'autres comme lui, la gauche s'est ralliée définitivement et inconsciemment au christianisme de gauche qui consiste à acheter sa place au paradis par une série de vigillances que plus personne et plus aucune raison ne prendra jamais en défaut tant elles sont devenues religion personnelle.

Au bout de sa dérive, dans une tribune de soutien parue dans *Le Monde* quatre mois avant la présidentielle de 2012, puis par sa présence à un meeting du candidat à Bercy, André Glucksman acheva sa trahison par son ralliement à Sarkozy et, toujours plus loin par ses applaudissements obscènes aux tapis de bombes déversés sur la Libye et Gaza. Alors qui le tuera ? Personne... Ne voyez-vous pas sur sa gueule qu'il n'est plus qu'une vieille femme ?

Les citoyennistes ne prennent

Notre mobilisation à tout y passer pour la semaine du Cop 21 au bourget ne se heurtera à n'en pas douter, au citoyenisme, ce truc nouveau qui s'affiche de plus en plus clairement comme le contraire du léninisme et de l'action directe puisque les origines du citoyenisme sont à chercher dans la dissolution du vieux mouvement ouvrier ; les causes de cette dissolution sont à la fois l'intégration de la vieille communauté ouvrière et l'échec manifeste de son projet historique.

On doit alors pouvoir faire remonter le «citoyennisme» plus haut que Charles Pasqua, aux Hippies et à Maxime Le Forestier, et encore plus haut... En tout cas, le citoyenisme s'est installé comme le nouveau clergé de nos temps modernes au point de diluer et d'appauvrir l'essence même de la citoyenneté.

Le but avoué du citoyenisme est d'humaniser le capitalisme, de le rendre plus juste, de lui donner, en quelque sorte, un supplément d'âme. De telle sorte que l'on peut retrouver aujourd'hui, des "déjeuners citoyens", des "cafés citoyens", des "médiats citoyens", du "militantisme citoyen", des "encyclopédies citoyennes" dernièrement des "réserves citoyennes" etc...

Cette adjectivation du mot citoyen frôle souvent le risible comme le rapportait Philippe Murray : « *Un colloque s'est tenu au Sénat sur le thème : "En 2001, quelle place pour le chien citoyen ?" "Que quelqu'un, même une seule personne, ait pu lire ça sans se tenir les côtes est déjà la marque d'une époque neuve, absolument inédite."* »

On observe également que ce mot qui appartenait au champ politique se trouve happé par la sphère de l'homo economicus, ainsi n'a-t-on pas eu droit au couplet sur les "entreprises citoyennes" et aux "consommateurs citoyens" [3], faisant fi du fait que nous ne vivons dans une démocratie économique.

Loin d'un couronnement de la démocratie, cette nouvelle fortune du mot "citoyen" laisse

émerger une conception nouvelle d'un individu "situé" paré d'une citoyenneté affaiblie dans sa fonction sociale.

Avec ces nouvelles formes de citoyennetés, l'individu joue clairement contre la communauté nationale qu'il fragmente, divise, parcelle, refusant l'abstraction et l'universel de la citoyenneté d'antan. La fameuse "démocratie participative" de Ségolène Royal n'en fut qu'un nouvel avatar.

C'est la Révolution française qui a imposé (temporairement) l'usage des mots « citoyen » ou « citoyenne ». Même Louis XVI n'eût plus droit qu'à un simple «citoyen Louis Capet ». Ce mot garde donc encore une toute petite saveur égalitaire, même si aujourd'hui aucun ouvrier ni aucun électeur n'oserait appeler son patron ou sa députée « citoyen » ou « citoyenne ».

Aujourd'hui, la plupart des gens regrettent l'époque où les voisins s'adressaient la parole, s'entraidaient, où les jeunes laissaient leur place aux vieilles dames, aux femmes enceintes ou aux vieux messieurs dans les transports en commun. Les journaux sont remplis d'histoires horribles de vieux crevant dans leur HLM sans que personne ne s'inquiète de leur sort, de femmes qui sont harcelées voire violées dans le métro pendant que les passagers regardent ailleurs, etc. La société moderne se présente, dans les séries télévisées ou les émissions grand public, comme une société fondée sur l'égoïsme, l'individualisme, etc.

Face à une telle situation, les citoyennistes ont trouvé une solution miracle : les services publics devraient remplacer les liens de solidarité et les relations humaines qui font cruellement défaut au «vivre ensemble». Nous aurions be-

soin de davantage de travailleurs sociaux, de gentils organisateurs, d'animateurs, de médiateurs, de concierges, de flics, de gardiens de prison, de vigiles, de gardiens de parking, etc.

Pour les citoyennistes, la relation entre chaque individu et l'Etat pourrait donc remplacer

les traditionnels liens de solidarité du mouvement ouvrier - liens qui ont effectivement disparu.

Cette idéologie prétend que la démocratie bourgeoise serait profondément contradictoire avec le capitalisme (ce qui est d'ailleurs

« Ce qui définit l'identité, ce n'est plus une abstraction universalisante placée aux fondements des institutions politiques (la citoyenneté) et déclinée sur un mode plus concret selon les sphères d'activités concernées, mais une catégorie située et contextuelle construite directement du point de vue de chaque système d'action où elle intervient comme une variable pertinente. »

Yves Bonny

une vieille idée marxiste, qui conduit généralement à des conclusions très différentes) ; qu'il faut alors renforcer l'Etat pour faire revivre la démocratie parlementaire moribonde et que les citoyens doivent être mobilisés pour mettre en pratique ce projet politique... mais en oubliant de fusiller quand même les capitalistes...

Les citoyennistes veulent simplement humaniser le capitalisme, le transformer en un système plus juste. Ils remplacent donc la lutte de classe par les élections et les pressions démocratiques sur les élus. Les citoyens n'ont pas le droit de remplacer l'Etat bourgeois ou de le détruire. Ils peuvent certes se livrer, de temps à temps, à ce que ATTAC appelle gentiment la «désobéissance citoyenne », terme apparemment plus respectable que la désobéissance civile. Avec cette idéologie tout doit devenir citoyen : les débats politiques, la communication, les écoles, les entreprises, etc.

En vérité, les citoyennistes ne veulent pas se débarrasser du système capitaliste, du travail salarié, du capital et de l'argent. Ils veulent seulement améliorer et étendre l'emprise des services publics. Ils considèrent l'Etat bourgeois comme un parasite qui gâche les bonnes rela-

tions qui devraient régner entre les citoyens-consommateurs et le capital. Ils se battent pour une démocratie citoyenne, une démocratie participative, pas pour le socialisme.

Parfois, les citoyennistes sont même prêts à s'affronter violemment avec l'Etat, mais leur objectif est d'amener les caméras et les journalistes sur le lieu de la confrontation, pour entamer rapidement des discussions sérieuses entre dirigeants responsables. L'Etat bourgeois adore lui aussi organiser des conférences citoyennes, des consultations citoyennes et donner aux citoyens le droit à la parole. Les citoyennistes se considèrent comme les intermédiaires professionnels entre la société civile et l'Etat. Le citoyenisme est l'idéologie de la petite bourgeoisie et de la classe moyenne et a été jusqu'ici incapable de former un véritable parti.

Les groupes citoyennistes fonctionnent généralement comme des lobbies, ils n'ont pas besoin d'avoir une base sociale solide, ils aiment apparaître comme des experts sur toutes sortes de questions.

La plupart du temps, un homme seul avec sa copine et une boîte mail suffisent pour s'emparer d'un segment particulier de la «lutte citoyenne»

Sur ce plan-là, le fonctionnement interne d'ATTAC est très significatif : ATTAC dispose de centaines de traducteurs bénévoles, de milliers de spécialistes, de dizaines de milliers d'articles et de documents sur toutes sortes de questions. Les militants de base ont l'impression d'appartenir à une énorme « université populaire », mais le pouvoir réel se trouve dans les mains de 30 personnes qui ne sont pas élues et ne seront jamais détrônées, parce qu'elles cooptent les nouveaux membres de la direction. Ce mouvement citoyeniste est fondamentalement un mouvement moral : contre la guerre, pour la paix, contre la malbouffe des fast-foods (généralement américains) et pour les bons produits bio (de préférence français), contre la pauvreté et pour la prospérité. Qui peut être hostile à un tel programme ?

nt pas l'objectif au sérieux

Les citoyensnistes opposent l'«économie solidaire» à l'«économie libérale»; concrètement ils défendent les petites coopératives de production contre les grandes multinationales. Ils veulent un «partage équitable des richesses», un «impôt sur les capitaux», «prendre l'argent dans les poches des capitalistes». Mais ils semblent ignorer que le capital et l'argent ne sont pas des forces ou des instruments que l'on pourrait utiliser pour d'autres objectifs.

Il n'est pas surprenant qu'une idéologie aussi confuse entretienne des liens étroits avec le multiculturalisme, cette autre idéologie qui refuse de prendre en compte l'existence des classes sociales et de la lutte des classes.

Tout un mouvement, qui fait le deuil de la révolution, naît alors dont les perspectives sont en fait le renforcement de l'Etat pour assoier la Démocratie où la base active serait les citoyens. On nage alors en pleine moralité exprimée par une classe moyenne en perte de vue de laquelle prennent naissance, par exemple, des critiques d'une certaine mondialisation qui ne sont en fait que l'expression d'une nostalgie du «bon vieux capital national».

La lutte des classes est ici remplacée par la participation politique des citoyens, qui doivent non seulement élire des représentants, mais agir constamment pour faire pression sur eux afin qu'ils appliquent ce pour quoi ils sont élus. Les citoyens ne doivent naturellement en aucun cas se substituer aux pouvoirs publics. Ils peuvent de temps en temps pratiquer ce qu'Ignacio Ramonet a appelé la "désobéissance civique" (et non plus "civile", qui rappelle trop fâcheusement la "guerre civile"), pour contraindre les pouvoirs publics à changer de politique.

Face au citoyenisme montant, la révolution, privée de perspectives, ne pouvait que



s'enfermer dans des luttes défensives. Le citoyenisme vient seulement s'inscrire dans ce cadre. Le deuil de la révolution n'ayant été fait, plus aucune force ne se sentant en mesure d'entreprendre à nouveau de transformer radicalement le monde, il fallait bien, l'exploitation suivant son cours, que s'exprime une contestation. Ce fut le citoyenisme.

Concrètement, le rapport du citoyenisme à l'Etat est à la fois un rapport d'opposition et de soutien, disons de soutien critique. Il peut s'y opposer, mais ne peut se passer de la légitimation qu'il lui offre.

À l'heure où le zadisme, sorte d'idéologie citoyeniste radicale, se développe, d'autres se font porte-paroles des mouvements et s'empressent de se faire conseillers du prince pour tempérer les ardeurs conflictuelles et se présenter comme des gens responsables...

Les pseudo-solutions réalistes avancées par les citoyenistes apparaissent dès lors pour ce qu'elles sont réellement : les moyens pour le Capital maintenir l'ordre des choses et de contenir, voire réprimer, toutes velléités de subversion des rapports sociaux.

Si le citoyenisme a pu, à ses débuts, entretenir un certain confusion autour de ce qu'il était réellement, il est aujourd'hui contraint par son succès même à s'avancer de plus en plus à découvert. A plus ou moins court terme, il devra montrer son vrai visage, notamment lorsque le régime vacillera sous les coups d'une inédite convergence des luttes, comme cela pourrait se produire lors du sommet attendu de la COP 21...

La plupart des militants citoyenistes sont certainement sincères, mais le rôle des révolutionnaires est de leur ouvrir les yeux, pas de flatter leurs conceptions pseudo-réformistes.

L'idéologie du citoyenisme, brillamment dénoncée dans ses livres par René Riesel, se manifeste à travers une nébuleuse d'associations, de syndicats, d'organes de presse et de partis politiques. Pour la France on a des associations comme ATTAC, les amis du Monde Diplomatique, AC!, Droit au Logement, l'APOC (objecteurs de conscience), la Ligue des Droits de l'Homme, le réseau Sortir du nucléaire, le Téléthon, etc. Il est à noter que la plupart du temps les personnes qui militent au sein de ce mouvement font partie de plusieurs associations à la fois. Côté syndicats on a la CGT, SUD, la Confédération Paysanne, l'UNEF, etc. Les partis politiques sont représentés par les partis trotskistes, et les Verts. Les partis politiques ont toutefois un statut à part dans le citoyenisme, mais nous y reviendrons. A l'extrême gauche du citoyenisme, on peut inclure la Fédération Anarchiste, la CNT et les anarchistes antifascistes, qui se mettent le plus souvent à la remorque des mouvements citoyenistes pour y rajouter leur grain de sel libertaire, mais se trouvent de fait sur le même terrain.

Rencontre fortuite, entre deux portes avec Dany Cohn-Bendit au Festival du Thau dans notre bonne ville de Mèze.



Pazoc : Salut Dany, une interview pour un nouveau journal en préparation...

DCB : Oui mais vite fait. Chuis à la bourre...

Pazoc : D'accord, que penses-tu du citoyenisme ?

DCB : C'est très bien, c'est l'avenir, il faut que les citoyens soit solidaires et se mobilisent pour faire avancer le schmilblick.

Pazoc : Mais cela fait-il avancer la révolution et la cause des peuples qui t'es chère ?

DCB : Les peuples c'est fini maintenant c'est l'europe des citoyens. La révolution ça ne marche pas, c'est trop dangereux et puis de toute façon, on les a déjà faites les révolutions, tu ne crois pas ?

Pazoc : Pourquoi dis-tu que c'est dangereux ?

DCB : Avec le populisme actuel, nos têtes se retrouveraient vite piquées sur des lances rouillées (rires) non sérieusement ça serait une vraie connerie à l'heure actuelle, il faut que les consciences progressent, c'est ça la révolution. Il faut parachever les révolutions qui sont derrière nous.

Pazoc : Ça veut dire quoi le progrès des consciences ?

DCB : Que l'homme soit libre et conscient de ses forces.

Pazoc : ... et la pauvreté, c'est pas ton problème ?

DCB : Tu commences à me faire chier...

Pazoc : Excuse moi. Bon, tu vois, là, on prépare une grosse mobilisation pour la COP 21, histoire de mettre un peu le feu comme t'as fais en 68, qu'en penses-tu ?

DCB : En 68 on se battait contre nos parents, c'est tout... Aujourd'hui le pouvoir c'est la télé, la radio, Internet, Il est plus important d'être sur un plateau télé que dans une manif... Pour nous déloger faudra que vous soyez sacrement costauds, les gars.

Pazoc : On compte bien vous dégager !

DCB : Espèce de petit enclut

Pazoc : Je vais t'exploser comme une grosse merde ! Bon à partir de là les choses sont devenues confuses, y avait des bourgeoises partout qui nous injuriaient un verre de champagne à la main et puis la sécurité s'est pointée... et c'est un grand black sympa qui m'a filé une beigne pendant que je le traitais de nazi...

Syriza ou le refus de

Beau mec, viril en apparence, économiste à jolie épouse, néanmoins précédé par une réputation de bouffeur de capitalistes en plein «sommet européen», le ministre des finances grec Yanis Varoufakis joue un rôle clé dans le gouvernement dirigé par Syriza en Grèce, un gouvernement élu sur base d'un programme radical anti-austérité dans lequel la gauche électoraliste française a évidemment placé beaucoup d'espoirs, et même les derniers...

En tout cas, Yanis Varoufakis a joué un rôle crucial dans la lutte qui oppose le peuple grec, déjà accablé par le poids de l'austérité, et l'UE qui entend leur imposer un nouveau plan tout aussi cruel. L'apparente attitude de défi du premier ministre, Alexis Tsipras, qui exige un allègement provisoire de la dette grecque, a captivé l'attention et obtenu le soutien de la classe ouvrière européenne et grecque. Tsipras, avec le soutien de Varoufakis, a traversé l'Europe sans cravate, avec ses bottes de moto, pour rencontrer ses homologues européens très collet monté. Et, bien sûr, Olivier Besancenot et Jean-Luc Mélenchon ont trouvé cela génial.

Pourtant, doctrinalement, Yanis Varoufakis n'est pas aussi «radical» qu'il paraît, comme le démontrait récemment Peter Taaffe, dans un solide article publié dans la revue *Socialism Today*...

Le ministre grec des Finances se qualifie d'ailleurs lui-même de «marxiste erratique», ce qui est un aveu charmant puisqu'il est, en effet, certain que son analyse est elle-même «erratique» et en aucun cas cohérente avec l'espérance révolutionnaire.

S'il y a des éléments de «marxisme» dans son analyse, la sociale-démocratie suinte partout chez ce «dur» dont le message le plus fréquent est qu'il serait nécessaire de «sauver le capitalisme européen de lui-même».

Yanis Varoufakis écrit dans un texte d'orientation: «En 2008, le capitalisme a connu son deuxième spasme mondial.» Pourtant, 2008 marquait le début d'une crise mondiale du capitalisme ; il ne s'agissait pas d'un «spasme». Dès le départ – alors que la crise des subprimes se profilait dans le secteur immobilier américain en 2007, on pouvait observer ce phénomène, non pas comme un évène-

ment économique épisodique semblable à ceux que nous en avions connus auparavant, mais bien comme le début d'une interminable crise économique mondiale, généralisée et dévastatrice.

Tous les facteurs étaient réunis, notamment une série de bulles financières.

Varoufakis a tiré des conclusions néanmoins différentes de cet événement précurseur : «Devrions-nous voir cette crise du capitalisme européen comme une occasion de le remplacer par un meilleur système ? Ou devrions-nous être inquiets au point de nous lancer dans

une campagne de stabilisation du capitalisme européen ? Pour moi, la réponse est claire. Les chances que la crise que traverse l'Europe donne lieu à une meilleure alternative au capitalisme sont bien moindres que celles qu'elle déclenche des forces régressives dangereuses capables de provoquer un bain de sang mondial et anéantisse tout espoir de voir un jour un changement progressifs opérer pour les générations à venir.»

Bref, voilà Varoufakis et Tsipras enfin convaincus par Angela Merkel qu'ils tiennent entre leur main le salut de l'Europe démocratique contre l'avancée de l'extrême droite ! C'est toujours la même soupe, toujours la même tarte à la crème ! Toujours le même bobard ! Comme si l'extrême-droite dans toute l'Europe, était seulement capable de prendre autre chose qu'un poste de conseiller général ou de député grâce au scrutin proportionnel bourgeois !

D'ailleurs Varoufakis avoue lui-même son obsession anti-fasciste. «Lorsque je suis revenu en Grèce en 2000, je me suis jeté à l'eau avec le futur premier ministre, George Papandreou, en espérant freiner le retour en force au pouvoir de la droite qui voulait pousser la Grèce vers la xénophobie tant sur le plan national qu'au niveau de sa politique étrangère.

(...) Mais au final, le parti de Papandreou a non seulement été incapable d'endiguer la xénophobie, mais il a également orchestré la mise en œuvre de politiques macroéconomiques néolibérales extrêmement virulentes, qui ont à leur tour servi de fer de lance pour les soi-disant plans de sauvetage de la zone euro, causant involontairement le retour des nazis dans les rues d'Athènes...»

Dans le «réel» les infectes nazis grecs ne réalisent que 6% des voix (soit quatre à cinq fois moins que le FN en France) et disposent de quelques députés braillards et brutaux, peu importe à ceux qui tiennent à placer les forces du Capital en tête du cortège démocratique. Le chantage fonctionne à plein. Accompagné de «petits gestes», il parvient ainsi à maintenir la Grèce hors de toute tentation révolutionnaire, même alors que les sondages donnent maintenant près de la moitié d'opinion favorable pour le

récompenser du «théâtre» d'une pseudo résistance qu ne s'est vu qu'à la télévision dans les moues agacées de la chancelière allemande...

En effet, l'hebdomadaire *The Observer*, cité par Peter Taaffe, signale : «dans les sondages du 25 février, le soutien pour Syriza avait explosé pour atteindre 47,6% [...] La semaine dernière, le ministre des finances, Yanis Varoufakis – considéré par nombre de ses pairs européens comme un marginal –, a été accueilli par une foule d'électeurs reconnaissants alors qu'il se promenait sur la place Syntagma.» Le journal britannique, dans son édition du 1er mars, ajoute «Même la classe moyenne ainsi que d'éminents «entrepreneurs» ont salué l'attitude du gouvernement qui semble se dresser contre les exigences «impérialistes» émanant de la Troïka et de l'Europe.»

Face au chantage de l'Europe capitaliste, s'appuyer sur des sondages favorables et revenir en fanfare devant les électeurs est certes une option possible, mais pourquoi une victoire reconfirmée de Syriza en Grèce aurait de quoi faire davantage fléchir Angela

Yanis Varoufakis se définit comme un «marxiste libertaire», affirmant que «Marx n'a pas mérité ses disciples, qui ont créé des dictatures en son nom».

Le ministre des Finances aime chez le philosophe sa description du capitalisme, «ce système stupéfiant dans sa capacité à engendrer d'immenses contradictions». Un brin cabot, Yanis prend systématiquement ses interlocuteurs à contre-pied. Se voit-il rebelle ?

«Non. Plutôt subversif.» Cela dit, quand on voit ce que le ministre a dans son assiette et dans son lit, on comprend qu'il n'est pas pressé de marcher sur le Palais d'Hiver.

Merkel? Et puis sur quelle base et avec quel programme, au fait ?

En réalité, comme le souligne Peter Taaffe l'approche de Varoufakis s'inspire directement de l'opinion des capitalistes libéraux, comme Will Hutton et sa *Résolution Fondation* ou le dirigeant travailliste Ed Miliband.

Pour Yanis Varoufakis, il est donc urgent de contourner l'obstacle du Capital de ne pas faire la révolution. Quitte à dénoncer un sous-fifre : le système politique clientélisme : «les obstacles à la croissance dans le passé étaient constitués de l'alliance impie entre certains intérêts oligarchiques et les partis politiques, les offres de marché scandaleuses, le clientélisme, les médias contrôlés en permanence, les banques trop accommodantes, les autorités fiscales faibles, et le système judiciaire archaïque et timide.» comme il le déclarait le 7 mai à l'agence Reuters en présentant enfin son «plan de Lutte» où il n'est question que d'investissement productif, de fourniture de crédit, d'innovation, de concurrence, de bonne administration, de marché du travail à fluidifier, de production culturelle et, enfin de «gouvernance démocratique».

faire la révolution...



Comme François Hollande, arrivé au pouvoir en promettant un sévère impôt sur le capital et une vague de réformes qui profiteraient aux travailleurs, les grandes gueules de Syriza auront donc fini par promettre de mener un programme néolibéral. Cela les conduira inévitablement à un affrontement avec ce qu'il reste de la gauche au sein de Syriza, ainsi qu'avec la gauche extra-parlementaire.

Les millions de travailleurs qui ont voté pour Syriza (comme pour le Parti Socialiste) commenceront à désenchanter sérieusement et l'idée de soutenir l'extrême droite en donnant leur voix au Front National de Marine Le Pen s'imposera de plus en plus à leur colère... Car la situation est bien devenue une compétition entre une Réaction développant certains aspects révolutionnaires et la révolution qui saurait s'en tenir à ses traditions..

De son côté, pour sa défense, Varoufakis développe une approche forcément alambiquée, en crabe, la bouche tordue, ses pensées perpétuellement tournée vers sa femme qui l'attend avec de bons etis plats et des promesses de sensualité qui sont les seules à pouvoir être tenues dans ce

monde où le menteur ne court aucun risque... Le ministre parle ainsi d'«un capitalisme européen répugnant dont l'implosion, en dépit de ses nombreux maux, devrait être évitée à tout prix. Ceci est une confession visant à convaincre les radicaux du caractère contradictoire de notre mission : arrêter la chute libre du capitalisme européen en vue de gagner du temps pour formuler son alternative.»...

La NEP quand on a pris solidement le pouvoir les armes à la main, certes... Pourquoi pas ? Mais la NEP avant de prendre le pouvoir, cela s'appellera toujours un ralliement bourgeois et un refus de prise de risque révolutionnaire...

D'ailleurs avec franchise Varoufakis le reconnaît en écrivant : «Compte tenu de cela, vous êtes peut-être surpris de m'entendre dire que je suis marxiste... bien que je ne m'en excuse pas, je

pense qu'il est important de vivre ment critiquer Marx sur plusieurs sujets. D'être, en d'autres termes, erratique dans son marxisme.»

Varoufakis voudrait quand même jouer au malin en cachant ses quelques positions marxistes orthodoxes ?

Faut-il le croire comme on croit un entraîneur de football qui vous dit qu'il a son plan pour remporter la coupe dans dix ans ? Faut-il lui faire un chèque en blanc ? Ou faut-il seulement que nos camarades ré-

volutionnaires grecs réfléchissent à l'idée de lui foutre une balle dans la tête ? Histoire de pouvoir même imputer sa mort aux nazis, ce qui ferait d'une pierre deux coups !

Car, le ministre Varoufakis est le premier à excuser son attentisme scandaleux et son refus de la révolution alors que les conditions pré-révolutionnaires sont depuis longtemps réunies en Gr[^]

èce et qu'il est maintenant temps d'utiliser le gouvernement non pas pour gouverner mais pour faire la Révolution : «Une personne qui se base sur une théorie radicale peut poursuivre la construction de théories alternatives à celles de l'establishment, en espérant qu'elles seront prises au sérieux.»

Ben voyons !

Comme on le voit avec de tels propos, de telles chiures dialectiques de social-démocrate, la Révolution grecque est mal partie avec un extrémiste comme cela au gouvernement !

Et puis qu'est ce que c'est que ce type qui se pose des questions existentielles débiles comme celle qui consiste à se mettre à la place de l'ennemi en soupesant son sens du confort ? «Mon opinion a toujours été de dire que les puissances actuelles ne sont jamais perturbées par des théories fondées sur des hypothèses différentes aux leurs.» C'est quoi ces portes qui claquent au vent ? C'est quoi ce verbiage de naze ? C'est quoi cette bouillie intellectuelle pour magazine féminin ou de psychologie ?

Allez, c'est décidé : il faut le buter ! Le plus tôt sera le mieux.

«Convaincre les radicaux du caractère contradictoire de notre mission : arrêter la chute libre du capitalisme européen en vue de gagner du temps pour formuler son alternative»

Yanis Varoufakis

Les gauchistes veulent-ils la révolution ?

Entretien avec Christian d'Alternative Libertaire



Christian Mahieux,
Fondateur de SUD-Rail

Pazoc : Salut, tu es membre d'Alternative Libertaire, c'est quoi votre programme ?

Christian : "Nous essayons d'opérer une synthèse sur des bases libertaires d'apports multiples, issus des luttes, des expériences historiques..."

Pazoc : Hop, hop, hop ; faut nous parler simple à nous, on est de la campagne tu sais ! Je repose ma question, comment vous organisez-vous pour faire la révolution ?

Christian : Bah, moi, par exemple à la SNCF, avec les copains, on fait la grève, c'est la base de la lutte, on fait des tracs aussi...

Pazoc : Ouais, ok, nous aussi on est au RSA, mais vous vous organisez ?

Christian : Evidemment, le 1er mai, on avait un ballon à l'hélium, t'aurais vu ça, c'était vraiment chouette, on le voyais de super loin, et puis on fait des barbecues même si ça devient compliqué, à cause de l'odeur...

Pazoc : En fait vous êtes une amicale de délégués syndicaux !

Christian : Ouais, en quelques sorte... mais on est surtout anti-capitalistes !

Pazoc : Quand même !

Christian : Y a trop d'abus et y a plus de justice... et puis on est un peu écolos aussi...

Pazoc : Justement, nous notre programme, c'est faire la révolution maintenant, à Paris, pour la COP 21 au mois de décembre, les chefs d'états du monde entier seront là, on croit que si toutes les forces anti-capitalistes se mobilisent on pourra renverser l'état et rendre le pouvoir au peuple.

Christian : Vous êtes cinglés, vous êtes dangereux... putain ! J'ai compris... c'est

pour la caméra cachée !

Pazoc : ???... Non ! Ecoute, la meilleure défense c'est l'attaque ! Comment veux tu te battre contre le capitalisme si tu ne luttas pas contre les états qui en sont les meilleurs garants.

Christian : Mais vous êtes cons ! C'est l'état qui paye ma retraite, si tu coules l'état, on va tous crever !

Pazoc : On s'en fout, Viva la Muerte, camarade !

Christian : T'es pas mon camarade, z'êtes des fâchistes qui veulent du mal au peuple, si tu renverses l'état, comment qu'on va bouffer, hein, t'y a pensé ? L'électricité comment qu'elle viendra dans les prises, t'y a pensé à ça aussi ? Et les congés qui qui les paiera... Non, en fait vous voudriez qu'on perde le gain de 100 ans de luttes sociales ! Je sais pas ce qui me retient d'appeler les flics !

Pazoc : T'es sérieux là Christian, tu t'accroches vraiment à l'os que le capital de donne à ronger, tu crois au progrès, tu le vois où le progrès ?

Christian : L'espérance de vie ! Toc ! T'as quoi à dire là dessus.

Pazoc : C'est logique le maître prend soin de ses esclaves...

Christian : Tu m'insultes !

Pazoc : Mais non ! Calme-toi...

Christian : Je vais pas me calmer quand j'entends des conneries pareilles ! Faire la révolution maintenant !

Pazoc : ...

Christian : ... c'est une image la révolution, t'as pas encore compris ! Ca va tout doux, on gratte par ci, on avance par là ; au niveau sociétal on a vâchement progressé nous les ouvriers ! ... Une métaphore, voilà le mot que je cherchais, la révolution c'est une métaphore de la lutte syndicale.

Pazoc : Donc tu es conservateur politiquement !

Christian : Tu m'énerves, je m'casse !

Pazoc : Reviens Christian, y aura des merguez !

Christian : Alors peut-être qu'on pourra se faire un billet ?



Les antifas contre la pensée

Il est tout à fait notable que cette officine bourgeoise de fils de médecins et d'avocats, pilotée par le PS et de la DCRI, s'emploie à opérer un flicage méthodique de toute pensée un tant soit peu déviante et à couper court à toute réflexion contemporaine dans le monde tel qu'il est.

Ont été accrochés à leur tableau de chasse des braves gens comme Etienne Chouard, le site toulousain *Inform'action*, les Décroissants, le PCRF et puis pourquoi pas bientôt le PCF, tant qu'ils y sont.

Une doctrine totalitaire a été élaborée par les sociaux-libéraux Valls et consort, reprise par nos "militants" antifas. Ceux-ci se font, derrière le gouvernement, les meilleurs sectateurs de l'humanité nouvelle prônée par les Etats, de San Francisco à Pékin. Le moindre écart trouvera chez ces nouveaux gestapistes un abécédaire qui sent bon le manuel du parfait état policier : sexisme, confusionnisme, complotisme, racisme, insurrectionnisme, sont prohibés. Ne cherchez pas à contester, c'est comme cela, c'est sur le manuel.. Avec nos antifas généralement idiots et sans aucune culture doctrinale, tout un arsenal langagier répressif est prêt à se mettre en branle contre tous ceux qui veulent combattre le Capital ailleurs que dans leur chambre...

Ainsi, tu oses parler "peuple" : affirmer ne pas trop aimer te faire enculer ? Attention ce n'est pas bien ; et si tu la ramènes en prétendant que les femmes sont belles, attention, il y a du phalocrate dans l'air ! Tu dis, la révolution arrêtons d'en parler faisons là, elle sera simultanée ou ne sera pas, tu es encore louche ; et si tu as un jour discuté avec un électeur du FN et que tu ne lui as pas craché à la gueule, la guillotine antifa pourrait peut-être reprendre du service pour crime de lèse-majesté.

Donc si demain tu veux acheter un embryon dans un pays pauvre, que tu as la flemme de le porter (parce que les femmes hein, faut qu'elles se libèrent de la maternité) grâce à la science capitalo-transgénique qui créera un utérus artificiel et vu que tu n'aimes pas les stéréotypes, tu souhaites l'habiller en Drag Queen, prend ta carte chez les antifas, ou au PS c'est pareil, ils rendront ce monde possible aux noms de la liberté, de l'égalité et de la fraternité.

Nous, les simultanéristes, affirmons que les antifas sont des traîtres même pas réellement antifascistes/capitalistes ; que l'humanité ne veut pas de cette culture morale hors-sol imposée à grands renforts de lobotomies publicitaires.

La liberté c'est d'abord dire ce que l'on pense simplement, l'égalité c'est la règle qui doit régir le rapport entre l'état et les citoyens et la fraternité c'est le sentiment qui doit être encouragé entre les militants de la Révolution et les classes appauvries. Voilà ce que nous pensons et ce pourquoi nous voulons l'insurrection dès maintenant.

Quand les antifascistes font le jeu de la sociale-démocratie et du patronat esclavagiste, faut-il devenir «Bordiguiste»?

Quand l'antifasciste était un **mouvement traître**



Il existe à l'ultra gauche un mouvement écoeuré par l'antifascisme, un mouvement qui ne comprend décidément rien à cette idéologie taggeuse, squatteuse, crasse et inculte faite de bandes et de gangs urbains dont la seule ligne tient apparemment dans la volonté farouche et indigéniste de garder un monopole dérisoire sur son territoire usuel : *«il est temps de signifier à l'extrême droite que la rue ne lui appartient pas»*, affirmait de cette façon une affiche de mobilisation antifasciste le 9 mai 2007.

Ce courant radicalement hostile à l'antifascisme regardé non seulement comme une indigence de l'esprit, mais comme une trahison envers la classe ouvrière, une intolérable «rupture de schisme» et même une pactisation

criminelle avec l'ennemi bourgeois libéral-démocrate ou social-démocrate, c'est le bordiguisme.

Son organisation en France, c'est le (PCI). Mouvement moins nombreux que les quelques centaines d'antifas agissant dans les rues et les quelques milliers d'autres transformés en surveillants du Web et en lanceurs d'alerte, le courant bordiguiste, par sa richesse intellectuelle et la richesse de sa réflexion «invariable», nous a semblé mériter amplement sa présence dans nos colonnes.

En effet, le courant bordiguiste est peut-être un mouvement «border line», mais il est avant tout sans concession, tranchant comme la lame d'une faucille et puissant comme le bout d'un marteau qui rêverait d'écraser le Grand Capital et ne songerait qu'à cela !

Sur le plan organisationnel, le bordiguisme se réclame du « centralisme organique ». Du programme communiste découlent principes et tactiques que les militants appliquent. L'existence d'un certain fonctionnement démocratique est au mieux un pis-aller, au pire une trahison des principes intangibles, seule une minorité d'individus — voire un seul — étant à même de savoir ce qui peut rentrer dans le Programme et ce qui s'en éloigne.

Jusqu'à sa mort, Bordiga se considéra léniniste, et jamais il ne polémiqua directement contre Lenine.

Le bordiguisme est parfois confondu à tort avec le communisme de conseils. Les luxemburgistes et les conseillistes reprochent aux bordiguistes leur caractère trop «dogmatique» et leur conception léniniste des rapports entre le Parti et la classe ouvrière.

Le courant bordiguiste — classé à l'extrême gauche — est représenté par le Parti Communiste International. Cependant, d'autres groupes se réclament eux aussi d'Amadeo Bordiga, notamment le Mouvement communiste pour la formation du PC mondial ou Les Cahiers du marxisme vivant créés par Suzanne Voute.

Ce qui reste aujourd'hui du PCI est toujours la singularité des crimes nazis et de l'idéologie nazie à l'œuvre dans l'Allemagne du Troisième Reich, préférant expliquer le drame des Juifs par une analyse socio-économique matérialiste : *« C'est vrai, nous nions que les crimes du nazisme restent uniques dans l'histoire... »* affirme encore le PCI en tenant un discours à vous faire dresser sans gel les cheveux sur la tête d'un punk-flic d'Alternative Libertaire !

Amadeo Bordiga (né le 13 juin 1889 dans la province de Naples en Campanie) fut l'un des fondateurs du Parti communiste d'Italie et son premier secrétaire général. Après son exclusion de l'Internationale communiste, il anime différents partis communistes opposés à la ligne stalinienne. Le courant se réclamant de ses idées est connu sous le nom de bordiguisme.

Son père Oreste, d'origine piémontaise, était un spécialiste d'agronomie, dont l'autorité était spécialement reconnue au sujet des problèmes agraires séculaires du Mezzogiorno italien.

Diplômé de l'École polytechnique de Naples en 1912

En 1918, il fonde le journal *Il Soviet*, organe du PSI. En 1921, il est parmi les plus fervents fondateurs du Parti communiste d'Italie (PCd'I), section italienne de la IIIe Internationale — le PCd'I prend le nom de Parti communiste italien en 1943 — et en devient le principal animateur jusqu'en 1923 ; sa tendance y est majoritaire jusqu'à ce qu'elle soit bureaucratiquement écartée par l'Internationale communiste (IC) en 1925.

Il lutte contre la « dégénérescence » de l'Internationale, sur des positions proches de celles de Trotski et des Oppositionnels (contre la stalinisation des PC et de l'IC), ainsi que des gauches communistes allemandes (notamment celles de Karl Korsch). Il défend l'idée de « l'invariance » du marxisme contre tous « les modernisateurs » au cours des années 1960.

À la fin des années 1920, Bordiga, complètement brouillé avec le Komintern, reste le dernier des dirigeants de l'Internationale ayant traité Staline de traître en face encore vivant pour le raconter.

Arrêté, il est condamné par le régime de Mussolini à l'exil sur l'île d'Ustica. À son retour d'exil au début des années 1930, il cesse toute activité politique jusqu'en 1944.

Il rejoint le Parti communiste internationaliste d'Onorato Damen en 1949, avant de le quitter en 1952 pour fonder le Parti communiste international.

Il a toujours défendu l'idée que l'antifasciste était une arme de la bourgeoisie contre la classe ouvrière. Pour lui, la bourgeoisie, qu'elle soit fasciste ou antifasciste, était toujours à combattre quelle que soit sa forme ou sa couleur politique du moment. Il défend, durant cette période, l'idée que la bourgeoisie mène le monde à la deuxième guerre impérialiste mondiale et qu'il est nécessaire de faire un bilan des années passées pour pouvoir repartir au combat dans une période redevenue favorable à la classe ouvrière.

Quand l'antifascisme éta

Lorsque la troisième internationale s'engagea dans la tactique de *Front Uni anti-fasciste*, qui s'est révélée si catastrophique pour le mouvement ouvrier puisque la gauche ne sent même plus obligée d'être un peu ouvrière lorsqu'elle est totalement «antifasciste», une opposition s'organisa autour du leader communiste italien Amadeo Bordiga (1889-1970).

Face à l'union sacrée qui court encore et s'est même gonflée jusqu'à occuper aujourd'hui tout l'espace de réflexion et toutes les promesses d'action de la «gauche», seuls Bordiga et la gauche communiste italienne résistèrent à l'opportunisme commandé alors par la situation isolée de l'URSS.

Cette solidité des principes et clarté des analyses «bordiguistes» rendit même cette fraction capable d'adresser une mise en garde, ô combien clairvoyante comme on peut en juger avec le recul, contre la tentation opportuniste de fronts antifascistes : *"Pour la lutte contre le fascisme, nous ne pouvons compter que sur l'internationale prolétarienne révolutionnaire. Il s'agit d'une question de lutte de classe. Nous n'avons pas à nous tourner vers les partis démocratiques des autres pays, vers des associations d'imbéciles et d'hypocrites comme la Ligue des Droits de l'Homme, car nous ne voulons pas faire naître l'illusion que ces partis et courants représentent quelque chose de substantiellement différent du fascisme, ou que la bourgeoisie des autres pays n'est pas en mesure d'infliger à sa classe ouvrière les mêmes persécutions et les mêmes atrocités que le fascisme en Italie."* (Rapport de A. Bordiga sur le fascisme au Ve congrès de l'Internationale communiste 23e séance - 2 juillet 1924 ; p. 144).

Pour Bordiga et sa fraction, tout commande de refuser l'antifascisme, en tant qu'alliance avec la bourgeoisie ou des fractions libérales de cette dernière : le capitalisme devant être combattu dans son ensemble par la lutte de classe. L'antifascisme est donc, pour Bordiga une expression, comme le fascisme, de la bourgeoisie. L'antifascisme est un piège utilisé par la bourgeoisie pour détourner les prolétaires de leur véritable lutte : la lutte de classe, que l'État soit démocrate, fasciste ou autoritaire.

LE PERE DE LA «FRACTION ITALIENNE»

Constituée à Pantin en 1927, la "Fraction Italienne" de la gauche communiste, entraînant plusieurs milliers de "bordiguistes", prit part à l'Opposition Internationale de Gauche fondée en 1930 sous la direction de Trotsky. Malgré une longue correspondance entre la Fraction et Trotsky, la collaboration aboutit à un

échec à peu près total autour de 1931-32. Exclu lui-même du PC italien en 1930, calomnié par le Komintern de la façon qu'on imagine, emprisonné un temps par le régime mussolinien, Bordiga passa la guerre en Italie où il exerça son métier d'ingénieur, retiré de toute vie publique jusqu'en 1943. Il demeure l'un des marxistes les plus originaux, les plus brillants et les plus oubliés du XXème siècle : le PC italien n'a jamais pu accommoder à sa sauce l'héritage de Bordiga, comme il l'a fait avec Gramsci. Après que le soulèvement de 68 lui ait inspiré quelques derniers textes, Amadeo Bordiga est mort dans une quasi obscurité en 1970.

En effet, après 1945, Amadeo Bordiga se donnait pour tâche la restauration des "leçons théoriques" de la vague révolutionnaire mondiale des années 1917-21. Comme presque tous les révolutionnaires anti-staliniens de 1945, il estimait qu'une telle tâche passait par la résolution de "l'énigme russe", et consacra la matière de trois livres à la Révolution d'Octobre et à l'économie soviétique. Il participa aussi à la rédaction d'une histoire en trois tomes de la Gauche Communiste d'Italie, qui malheureusement ne va pas au-delà de 1921, ainsi que d'innombrables articles et brochures. L'oeuvre mérite d'être connue malgré l'emphase qui souvent fait obstacle à la lecture. Suivre les traces de Bordiga n'est d'ailleurs pas chose facile : il croyait à "l'anonymat révolutionnaire", détestait le culte de la personnalité, et généralement ne signait pas ses écrits, même pas ses livres.

BORDIGA... BORDERLINE..

C'est ainsi que Bordiga est encore connu pour un texte qui n'est pas directement de lui mais qu'il a manifestement inspiré à son auteur Martin Axelrad, militant bordiguiste français.

«Auschwitz ou le grand alibi» est un article publié en 1960 dans Programme communiste, la revue du Parti communiste international (PCI) en français, plus tard réédité sous forme de brochure. La paternité de ce texte fut parfois attribuée à Amadeo Bordiga lui-même, bien que son nom n'apparaisse pas dans l'article publié par le Programme communiste

Comme toutes les publications bordiguistes, le texte a été publié sans nom d'auteur, en raison du principe de rédaction collective et de refus de la personnalisation. Il a été publié dans le no 11 daté d'avril-juin 1960 de la revue *Programme communiste*, organe du Parti communiste international en langue française. L'article part d'une critique

d'une affiche éditée par le MRAP et s'appuie largement sur le livre L'histoire de Joël Brand. *«Une récente affiche du M.R.A.P. attribue au nazisme la responsabilité de la mort de 50 millions d'êtres humains dont 6 millions de Juifs. Cette position, identique au «fascisme-facteur-de-guerre» des soi-disant communistes, est une position typiquement bourgeoise. Refusant de voir dans le capitalisme lui-même la cause des crises et des cataclysmes qui ravagent périodiquement le monde, les idéologues bourgeois et réformistes ont toujours prétendu les expliquer par la méchanceté des uns ou des autres. On voit ici l'identité fondamentale des idéologies (si l'on ose dire) fascistes et antifascistes : toutes les deux proclament que ce sont les pensées, les idées, les volontés des groupes humains qui déterminent les phénomènes sociaux. Contre ces idéologies, que nous appelons bourgeoises parce que ce sont des idéologies de défense du capitalisme, contre tous ces «idéalistes» passés, présents et futurs, le marxisme a démontré que ce sont au contraire les rapports sociaux qui déterminent les mouvements d'idéologies.*

Selon le ou les auteurs de cet article, les nazis n'auraient pas tant exterminé les Juifs parce qu'ils étaient Juifs, que parce qu'ils constituaient une fraction importante de la petite bourgeoisie, classe condamnée à disparaître « par l'avance irrésistible de la concentration du capital ». L'antisémitisme moderne aurait été développé par cette même petite bourgeoisie pour se préserver en tant que classe, quitte à sacrifier une partie d'elle-même. Le grand capital allemand, confronté à la crise économique, y aurait vu une aubaine : *« il pouvait liquider une partie de la petite bourgeoisie avec l'accord de la petite bourgeoisie ; mieux, c'est la petite bourgeoisie elle-même qui se chargeait de cette liquidation. »* Ainsi, selon le ou les auteurs, l'antisémitisme serait déterminé par les conditions socio-économiques : *« A l'horrible pression économique, à la menace de destruction diffuse qui rendaient incertaine l'existence de chacun de ses membres, la petite bourgeoisie a réagi en sacrifiant une de ses parties, espérant ainsi sauver et assurer l'existence des autres. L'antisémitisme ne provient pas plus d'un "plan machiavélique" que "d'idées perverses" : il résulte directement de la contrainte économique. La haine des Juifs, loin d'être la raison a priori de leur destruction, n'est que l'expression de ce désir de délimiter et de concentrer sur eux la destruction ».*

(Suite page ci-contre)

it un mouvement traître



Selon les bordiguistes, les nazis auraient tout d'abord tenté de se débarrasser des Juifs en les expulsant, mais aucun autre pays n'était prêt à les accueillir, puisqu'eux aussi étaient confrontés au même genre de problème avec leurs petites bourgeoisies. La guerre aggravant encore la situation, le grand capital allemand aurait alors été amené à organiser leur mise à mort.

Après la guerre, les « démocraties antifascistes » se seraient servis de la Shoah comme d'une propagande destinée à démobiliser la classe ouvrière, en lui faisant croire qu'il existe une différence de nature entre elles et le fascisme, et en lui faisant oublier, par l'exhibition des reliques de l'Extermination, que celle-ci découle de la même logique du capitalisme à laquelle elles aussi obéissent. Dans cette perspective, les exhortations à combattre le fascisme au nom de la démocratie ne seraient qu'un leurre destiné à faire oublier au prolétariat que son véritable ennemi est et demeure le système capitaliste : c'est en ce sens qu'Auschwitz, pris comme symbole de la « barbarie nazie », serait le « grand alibi » des démocraties capitalistes.

Marxiste invariable, Bordiga interprétait même le fascisme et le stalinisme comme couronnements de la démocratie bourgeoise ! Pour lui, la démocratie signifie avant tout la manipulation de la société réduite à une masse informe. Il y oppose la "*dictature du prolétariat*", mise en œuvre par le parti communiste fondé en 1847, et basée sur

les principes et le programme énoncés dans le Manifeste. Bordiga citait volontiers la remarque d'Engels pour qui, « à la veille de la révolution, toutes les forces de la réaction se dresseront contre nous sous le drapeau de la démocratie pure ».

Pour Bordiga, la révolution ne peut naître que d'un schisme total. La révolution communiste est possible à partir de celle de 1848 provoquée par l'irruption d'une nouvelle classe dans l'histoire : le prolétariat qui rompt de façon tranchante avec la démocratie et doit diriger les forces productives, bouleversées et exaltées par le capital, dans le sens d'un développement humain qui atteindra son plein épanouissement dans le communisme. De là deux grands axes de la pensée de Bordiga : maintenir le schisme (invariance de la théorie), ce qui implique de montrer comment tout le développement de la société moderne tend à l'effacer pour produire un « œcuménisme débile, grâce à la croisade antifasciste régénératrice d'une mystification démocratique mille fois plus dangereuse pour la révolution que le fascisme ».

CONTRE LES « ABJURATEURS DE SCHISME »

Dans l'œuvre de Bordiga, la sociale démocratie et ses alliés gauchistes incarnent ensemble « le temps des abjurateurs de schisme ». Bordiga prône alors la nécessité de séparation d'avec le monde en place, donc avec la démocratie qu'elle soit pleinement développée

comme en Occident ou tendant à se constituer, comme dans divers pays en dehors de ce dernier, ou même, en tant que perspective. C'est une affirmation distanciée, et une proclamation de la nécessité de la lutte qui implique l'autre manifestation fondamentale de Bordiga : sa passion du communisme.

De cette façon, le maintien du schisme exige une lutte importante contre le révisionnisme, contre cet antifascisme dans lequel le vieux leader communiste voyait justement le plus grand péril de dégénérescence doctrinale.

Bordiga écrira un jour que les fascistes ont perdu la guerre, et que le fascisme l'a gagnée. Il théoriserait surtout que le fascisme n'est qu'une forme particulière de la démocratie, une démocratie sociale.

A la fin de sa vie, Bordiga restera évidemment ferme contre l'impérialisme américain, continuant à souhaiter la victoire de l'URSS dans la guerre froide. Pour lui, le maintien de la dictature du capital à l'échelle mondiale se réalisait par l'intermédiaire de l'action despotique des USA, centre belliciste par excellence. Cette thèse allait à l'encontre – et c'est vrai encore de nos jours – de l'affirmation des démocrates présentant l'URSS comme le bastion du despotisme, ou de celle de divers « nouveaux philosophes » pressés de pactiser, de rompre le schisme.

Naturellement aucun « antifa » d'aujourd'hui ne peut entendre ou lire les bordiguistes... Ils sont justement trop *border line*.. Pourtant, quelque chose nous dit qu'il faut relire Bordiga.

La fin de la Récréé

À un journaliste madrilène qui lui demandait les raisons de se battre en 2009, Daniel Bensaïd répondait : « Auparavant, notre religion de l'Histoire nous disait qu'il y aurait une lutte finale, que, forcément, nous gagnerions. Aujourd'hui, il faut nous débarrasser des fétiches, de cette religion de l'Histoire, accepter l'incertitude, faire nôtre cette politique profane, penser comme un art stratégique.



Tseu-Lou demanda : Si le Prince de Mei vous nommait à la tête du gouvernement, à quoi consacreriez-vous en premier vos efforts ?
Confusius : A désigner les êtres et les choses par leurs noms, c'est à dire à veiller à ce que la terminologie soit exacte et les dénominations appropriées.
- Vous voulez dire que ce serait là votre premier but ?
-Etes vous borné ? Lorsque la terminologie n'est pas exacte, lorsque les mots ne correspondent pas aux choses, les instructions gouvernementales ne sont pas explicites ; si les instructions sont obscures et les termes inappropriés, il est impossible de conduire correctement les affaires.
Si les affaires ne sont pas correctement conduites, les rites et la musique ne seront pas honorés ; si les rites et la musique ne sont pas honorés, les sanctions et les punitions ne produiront pas l'effet escompté ; si les sanctions et les punitions n'engendrent pas équité et justice, le peuple ne saura pas à quoi s'en tenir, ni à quoi se raccrocher, ni vers qui se tourner...

La Kulture en Abrégé

La fin de la Récré



Sans révolution violente,
il est impossible de substituer
l'état prolétarien à l'état bourgeois.
L'état et la révolution, V. Lénine

Barricades : - Un mec qui se dit révolutionnaire et qui est encore vivant passé 50 ans, soit il a gagné et il est au pouvoir, soit il bosse pour les flics.

Maurice et Patapon, tome 6 :
Mariage pour tous ! de Charb

*C'est notre fierté que le Grand Satan et la tête du despotisme, de la corruption et de l'arrogance dans les temps modernes nous considère comme un ennemi qui doit être inscrit sur la liste des organisations terroristes
Hassan Nasrallah*

Une révolution, quand elle passe de l'état de théorie à l'état d'action, débouche d'ordinaire par l'émeute. L'émeute est la première des diverses formes violentes qu'il est dans la loi d'une révolution de prendre. L'émeute, c'est l'engorgement des intérêts nouveaux, des idées nouvelles, des besoins nouveaux, à toutes les portes trop étroites du vieil édifice politique. Tous veulent entrer à la fois dans toutes les jouissances sociales. Aussi est-il rare qu'une révolution ne commence pas par enfoncer les portes. Il est de l'essence de l'émeute révolutionnaire, qu'il ne faut pas confondre avec les autres sortes d'émeute, d'avoir presque toujours tort dans la forme et raison dans le fond.

Littérature et philosophie mêlées :
Journal des idées et des opinions d'un
révolutionnaire de 1830
Victor Hugo



Quelques bribes sur la pl



Jean-Claude Michéa fait remonter le libéralisme actuel et sa grande méfiance envers autrui (« me fais pas chier, je fais ce que je veux, qui es-tu pour me juger ? ») à ce qu'il appelle une anthropologie noire, d'inspiration calviniste. Les deux figures tutélaires de cette tendance sont Bernard Mandeville et Thomas Hobbes. Pour Mandeville, auteur de la Fable des Abeilles, les individus sont tellement mauvais que jamais ils ne pourront s'élever vers l'idée du bien public. Les exhortations, les exemples et les institutions vertueuses ne pourront jamais l'améliorer. La seule solution au problème de l'harmonie sociale est de faire tourner les vices privés au bénéfice du public, par exemple en autorisant les lupanars pour en retirer des taxes permettant de construire des routes et des moulins. La deuxième grande figure identifiée par Michéa est Hobbes, qui a fondé sa philosophie politique sur le sentiment de la peur et de l'horreur de la guerre civile et ne voit de vie civique possible que par un désarmement général et définitif de tous au bénéfice de l'Etat. Il faut prévenir nos cauchemars, pas réaliser nos rêves. Les démons ont vaincu les anges, il ne reste qu'à sauver sa peau et maudire tout le reste.

Il nous semble que le fond de sauce contre-révolutionnaire d'aujourd'hui est de la même nature, sauf que les justifications

théologiques, démonétisées par le monde moderne, ont cédé la place à l'idéologie thérapeutique. Si la domination est nécessaire, ce n'est plus à cause de la peccabilité de nos âmes, mais de la fragilité de nos corps. L'Etat se relégitime en adoptant un nouveau masque : il n'est plus seulement l'arbitre des querelles, mais aussi l'infirmier des douleurs (qu'il a contribué à infliger).

Cette mutation philosophique profonde a rencontré l'histoire de la révolution vers le milieu des années 1970. C'est à ce moment que la petite bourgeoisie renégate des Glucksmann et consorts, qui s'était déjà faufilé, grandit, s'expose, donne le ton et criminalise d'autorité toute résistance, obscurcissant notre unique, seul et solaire objectif. Ces profiteurs de la défaite imposent, vers le milieu des années 1970, l'idée que l'histoire n'est qu'une somme d'atrocités, ou de « grands récits » mystificateurs. Cette mode, qui s'appellera un peu plus tard le « post-modernisme » se veut l'expression d'une sagesse désabusée et lucide, mais n'est que l'intellectualisation d'une trouille profonde. C'est la philosophie des traîtres.



Jean-Marc Rouillan, dirigeant d'Action Directe, situait précisément, dans une interview à la revue basque Ekaitza, ce retournement en 1974, année qui vit les organisations révolutionnaires Gauche Prolétarienne (maoïste) et Ligue Communiste (troskiste) liquider leur existence et leur essence. La révolution ayant capitulé,

s'ouvre l'ère des accommodements, des reniements, de l'individualisme des années bêtes, les années Mitterrand. Le moment qui résume ce passage, c'est l'alliance de Sartre et de Raymond Aron en 1979 à l'occasion de l'affaire des boat people vietnamiens : « Il faut sauver les corps » avait dit Sartre, déposant le bilan de la séquence révolutionnaire passée.

Les maoïstes, au plus fort de leur querelle contre les renégats de l'union soviétique, parlaient de « philosophie de la survie », qui au nom d'un bien-être présent ou futur rabaisse nos exigences et fait tout accepter. Cette idéologie de la survie s'est nuancée en fonction de l'état général de la civilisation matérielle : dans les années 1950, elle s'incarnait dans l'oubli radioux de la ménagère comblée, aujourd'hui, dans l'obsession de la victime de guerre, de la femme violée, du migrant. Il est aujourd'hui plus facile d'imaginer la fin du monde que la fin du capitalisme, comme en témoigne la mode durable des films de catastrophe et de zombies.

Le thème du traumatisme est archi-dominant dans cette vision du monde. Il s'est échappé du monde de la clinique pour coloniser le langage courant. Le traumatisé, c'est la victime de l'histoire et de la folie des hommes, qui ne peut plus s'en sortir et ne peut que mendier une assistance : un mineur qui exige un tuteur.

A propos de cette nouvelle sensibilité thérapeutique, Franck Furedi en relève des traces dans l'inflation de termes comme « stress », « syndrome », « assistance à la personne », et « trauma », qu'il a relevé dans les journaux britanniques entre 1994 et 2000. Le mot « trauma » voit son occurrence décupler entre 1994 et 2000 (il apparaît 500 fois en 1994, et 5.000 fois en 2000). Cette année 1994 est significative, puisque c'est l'année du cessez-le-feu de l'IRA qui a marqué publiquement l'entrée en scène du processus de paix en Irlande du Nord.

Un article consacré à la souffrance des Albanais du Kosovo, paru dans le New York Times, résume parfaitement cette logique victimaire. Son titre est révélateur : « In One Kosovo Woman, Emblem of Suf-

Philosophie de la trahison

fering » (l'emblème de la souffrance incarnée par une femme du Kosovo). Le sujet à protéger (par l'intervention de l'OTAN) est identifié dès le début à une victime impuissante des circonstances, privée de toute identité politique, réduite à une souffrance absolue. Sa position fondamentale est celle d'une souffrance excessive, d'un traumatisme au-delà de toute différence : « J'en ai trop vu, dit Meli. Elle en a assez. Elle veut que ça cesse. »

En tant que telle, elle est par-delà toute récrimination politique – l'indépendance du Kosovo ne figure pas à son programme. Elle ne veut qu'une chose, que l'horreur cesse : « Est-elle pour un Kosovo indépendant? « Vous savez, ça m'est égal », dit Meli. « Je ne veux qu'une chose, c'est que tout ça se finisse et que je me sente bien à nouveau chez moi, dans ma maison, avec mes amis et ma famille. »

Son soutien à l'intervention étrangère (celle de l'OTAN) ne s'appuie que sur son souhait de la fin de l'horreur : « Elle veut un arrangement qui permette aux étrangers de venir ici « avec des forces militaires ». Elle ne se préoccupe pas de savoir « qui sont ces étrangers ». Il s'ensuit qu'elle éprouve de la sympathie pour les deux camps, en bonne humaniste abstraite : « Il y a assez de tragique pour chacun, dit-elle. Je suis triste pour les Serbes qui se sont fait bombarder et son morts, et je suis triste aussi pour mon peuple. Mais peut-être que maintenant on va en voir la fin, il y aura peut-être un accord pour de bon. Ce serait vraiment bien. »

Comme le fait remarquer Slavoj Žižek, « nous sommes là en présence de la construction idéologique du sujet victimaire typique au secours duquel vole l'OTAN : non pas un sujet politique avec un programme clair, mais un sujet démuni et souffrant, en empathie avec les souffrances des deux camps engagés dans le conflit, pris dans la toile d'un affrontement local qui ne peut être pacifié que par l'intervention bienveillante d'une puissance étrangère, un sujet dont le désir le plus cher se réduit au besoin quasi animal de « se sentir bien à nouveau » (...)



Slavoj Žižek

Bref, alors que l'OTAN intervenait pour protéger les victimes kosovars, elle prenait bien soin par ailleurs qu'ils restent des victimes, les habitants d'un pays dévasté à la population passive et non pas une force politico-militaire capable de se défendre elle-même. La stratégie de l'OTAN a ainsi été perverse au sens strict freudien du terme : elle s'est rendue elle-même (co)responsable des calamités qu'elle était censée combattre, à l'image de la folle gouvernante qui dans L'Héroïne de Patricia Highsmith, met le feu à la maison familiale afin de prouver sa dévotion en sauvant héroïquement les enfants des flammes.

C'est ce même paradoxe victimaire que l'on retrouve ici : l'Autre ne doit être défendu que s'il demeure victime, c'est la raison pour laquelle nous sommes bombardés d'images de mères kosovars sans défense,

de récits émouvants de la souffrance d'enfants et de vieillards). Et c'est au moment où la victime cesse de se comporter comme une victime, en voulant répliquer en son nom, qu'elle se transforme magiquement et immédiatement en un Autre terroriste, intégriste ou trafiquant de drogue...

Il s'agit donc, et cela est crucial, de reconnaître sans détour dans cette idéologie victimaire mondiale, dans cette identification du sujet humain lui-même à « quelque chose qui peut être blessé », le mode idéologique typique du capitalisme mondial contemporain.

(« Des victimes, des victimes partout » in Fragile absolu, pp.85-87)

Le concept de traumatisme remplace le concept d'injustice et, complémentairement, le concept de résilience vient remplacer le concept de résistance. Boris Cyrulnik, le Nicolas Hulot de la « Résilience », a très clairement admis que la résilience ne s'appliquait pas aux Palestiniens qui résistaient et ne s'intégraient pas à la ligne politique des ONG et des impérialistes : pas assez modernes... Ce concept est dans la bouche de tous nos partisans du principe libéral. Il s'agit de formater une individualité pour affronter la conjoncture sociale et économique, revenir dans le circuit productif de la normalisation.



“Les pleureuses”

Photo Aless Chillardon

Le PCF savait punir ses traîtres..

Aujourd'hui, le PCF c'est l'insipide camarade Laurent, après Marie-Georges Buffet et Robert Hue. On est ici chez des types humains qui n'ont évidemment plus rien à voir avec le modèle du militant révolutionnaire. On est chez de fades démocrates voués à se faire gifler et sodomiser en permanence par les crapules du Parti Socialiste mais sans même jamais dire *Ouille* ou bien seulement *Oh la la...* On a donc peine à imaginer qu'il fut un temps pas si lointain - une soixantaine d'années- où le PCF abritait en son sein le fameux «détachement Valmy».

Ce groupe de «durs» qui, comparé à Robert Hue, en dit long sur la perte de virilité révolutionnaire au sein du Parti, dépendait étroitement de la «commission des cadres», elle-même aux ordres directs de Jacques Duclos dirigeant alors une organisation révolutionnaire comme il nous en faudrait une aujourd'hui...

Le «détachement Valmy» était à la fois une police politique interne au Parti chargée de «liquider les traîtres» et un groupe d'action armé spécialisé dans les attentats contre les troupes d'occupation dans la capitale. Naturellement, cette «face cachée du PCF», fut pourchassée en son temps par des brigades spéciales constituées au sein de la police pour lutter contre la résistance communiste.

La commission des cadres du Parti, sorte de Guépéou française a été créée à la fin de 1932 pour contrôler les militants exerçant des responsabilités. Chacun d'entre eux devait répondre à un questionnaire autobiographique en 74 points conçu par Moscou. Arthur Dallidet la dirige d'octobre 1940 à février 1942. Robert Dubois (mars-octobre 1942) et Pierre Brossard (novembre 1942-mars 1943) lui succéderont. Ils dépendent directement de Jacques Duclos qui se cache alors dans une villa de la vallée de Chevreuse.

La direction de la commission, obsédée par le complot policier et formée à Moscou, analyse les questionnaires biographiques pour démasquer les communistes déviants, les «traîtres» promis à l'exclusion. C'est elle qui a conçu la création d'un petit groupe d'hommes sûrs chargés de «liquider» les «renégats» (ex responsables du PCF passés au PPF de Doriot ou au Parti ouvrier et paysan français de Marcel Gitton), de châtier les collaborateurs, mais aussi de faire la police dans les rangs du parti clandestin. Placés

sous les ordres de Marius Bourbon ces «cadres spéciaux» constituent le «détachement Valmy» et inaugurent leurs missions le 4 septembre 1941 en assassinant Marcel Gitton, en plein jour, en pleine rue.

Marcel Gitton (de son vrai nom Marcel Giroux) est un élu communiste qui n'a pas suivi la ligne Thorez de soutien au Pacte germano-soviétique. Il avait créé, en mars 1940, le Parti ouvrier et paysan français (POPF). Gitton fut assassiné rue des Lilas par Marcel Cretagne dit Focardi, membre du détachement Valmy.

Le 10 avril 1943, le Détachement manquera cependant Marcel Capron qui, en février 1940, avait publié une lettre «*A tous les travailleurs, à l'opinion publique*» dans laquelle il justifiait la rupture de certains élus avec le Parti. Capron menait depuis campagne auprès des députés démissionnaires du PCF pour qu'ils accordent les pleins pouvoirs à Pétain. Certains signataires de la lettre de Capron furent néanmoins assassinés : Fernand Valat le 25 août 1944, Camille Frey le 21 mars 1944.

Au printemps 1942, le «détachement Valmy» compte une trentaine de membres, tous clandestins, salariés du Parti et cooptés. La discipline y est stricte, acceptée, même si parfois les menaces servent à surmonter les doutes. Pour être admis dans le groupe, il faut «faire ses preuves» : abattre sans discuter une personne désignée ; après il est trop tard pour reculer : on en sait trop...

Les premières exécutions (par balles après filature et repérage, avec fuite en bicyclette le plus souvent) sont celles de renégats, ancien communistes ayant souvent quitté le Parti quand il approuva la signature du pacte germano-soviétique. A partir de mars 1942, les hommes du «détachement Valmy» sont utilisés pour exécuter des militants du parti qu'on soupçonne d'avoir trahi, sans en avoir toujours la preuve. Ainsi un haut responsable normand que la direction soupçonnait sans aucune preuve d'avoir trahi ses camarades, est-il abattu dans le sous-sol d'un pavillon des bords de Seine après une caricature de procès stalinien. La direction reconnaîtra dans un rapport secret de 1948 qu'il était innocent. Les victimes sont abattues par balles dans des endroits discrets où elles ont été convoquées..

A l'automne 1942 le «détachement Valmy», appareil moteur de



la lutte armée, reçoit l'ordre de commettre des attentats contre les troupes d'occupation, afin de servir d'exemple aux FTP. Les hommes disposent désormais d'armes et d'explosifs anglais de grande qualité. Le 8 août 1942 Robert Simon lance une grenade par la fenêtre ouverte de la salle du restaurant de l'hôtel Bedford, occupée uniquement par des militaires allemands. A l'automne 1942, ils réalisent plusieurs attentats spectaculaires : une bombe explose au cinéma Rex le 17 septembre (2 morts, 20 blessés), à la gare Montparnasse le 13 octobre... Le bilan est certes modeste (25 Allemands tués dans le département de la Seine entre juin 1941 et décembre 1942) mais le PCF veut affirmer sa place dans la Résistance et conquérir une légitimité compromise par la politique qui a été la sienne jusqu'au printemps 1941.

Les polices de la IIIème république ont toujours surveillé et combattu le Parti communiste. La lutte s'intensifia après le décret-loi Daladier du 26 septembre 1939 qui interdit le PCF. Une «brigade spéciale anticommuniste» fut créée au sein de la Direction des Renseignements généraux en mars 1940. Elle pouvait s'appuyer sur l'énorme documentation accumulée par la 1re section des RG : ses 135 inspecteurs et gradés qui surveillaient le PCF depuis sa naissance, connaissaient l'organigramme du Parti, avaient fiché les responsables, travaillaient avec les commissariats de quartier qui recevaient les délations et possédaient leurs propres fichiers.

La répression s'intensifia sous le gouvernement de Vichy, personifiée par l'arrivée de Lucien Rottée (qui sera exécuté à la Libération) à la direction des RG, le 1er mai 1942. «*Orgueilleux, casant, très autoritaire (...)* Rottée

vouait aux communistes une aversion totale». Il renforça la brigade spéciale anticommuniste à la tête de laquelle il nomma le commissaire David, resserra sa collaboration avec les services allemands, puis créa une seconde «brigade spéciale» qualifiée d'«antiterroriste» (la BS2) confiée au commissaire Hénoque, son neveu.

Les hommes des BS sont assez jeunes ; ils ont connu une promotion rapide et disposent de nombreux privilèges professionnels, pécuniaires et matériels. Ils sont viscéralement anticommunistes, travaillent beaucoup et utilisent des techniques efficaces et bien rôdées : filatures de plusieurs semaines avec de nombreux relais et sous les déguisements les plus divers, longues réunions de travail qui permettent de croiser les enquêtes, d'accumuler les renseignements et de donner l'impression à la personne interrogée qu'ils savent déjà tout, utilisation d'informateurs, fouilles domiciliaires très complètes etc.

Les membres du «détachement Valmy» furent tous arrêtés en octobre 1942. Un peu de chance et beaucoup de «savoir-faire» du côté des policiers, un homme qui craque et qui parle... et ce fut l'enchaînement des arrestations. Les résistants furent livrés aux Allemands et conduits au fort de Romainville en attendant d'être fusillés. Les résistants échappèrent cependant à l'exécution grâce à un concours de circonstance : leurs dossiers furent réclamés par Berlin qui exigea que les détenus soient laissés à sa disposition. Ils ne furent donc pas fusillés mais déportés en deux convois les 25 et 27 mars 1943 sous l'étiquette NN, vers le camp de Mauthausen. Une majorité d'entre eux revint de déportation... Et Jacques Duclos fit une très belle campagne présidentielle en 1969, année érotique...

*"Une classe opprimée
qui ne s'efforcerait pas
d'apprendre à manier les armes,
de posséder des armes,
ne mériterait que d'être traitée en esclave."*

**V. Lénine, Le programme militaire
de la révolution.**



*"Les guerres civiles sont aussi des guerres
Quiconque reconnaît la lutte des classes
ne peut pas ne pas admettre les guerres civiles
qui, dans toute société divisée en classes, sont la
prolongation, l'extension, l'aggravation naturelle
et dans certaines conditions inévitables,
de la lutte des classes.»*

**V. Lénine, Le programme militaire
de la révolution.**

*Page 905 Editions en langues étrangères - Moscou
Institut du marxisme-léninisme près le
comité central du PCUS («Gospolitizdat - 1962).*

Faites tourner PaZoc sur votre fichier de boîtes mails...



Amis et Camarades,

Merci pour vos encouragements et vos nombreux mails de soutiens... Gardons le cap sur la COP21 !

Les radicaux nous ont entendus, par delà les barreaux des prisons et des états, cependant la pire des camisoles (celle que nous dénonçons dans ce numéro) est bien mentale et c'est elle qui érige les frontières. Une petite fliquette qui confond sa droite et sa gauche, s'est même fendue d'un article, repris sur divers sites, afin de nous dénoncer : accusés de tous les maux, sexisme, racisme, complotisme... nous lui dédions ce quatrième numéro consacré aux Traîtres.

Continuons de faire tourner Pazoc sur les boites mails sur les blogs et en version papier...

Le comité de rédaction.

